



**HAL**  
open science

## Ethique et économie

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Ethique et économie. Ethique et Citoyens, Sciences et Avenir, Dec 2011, Saint Tropez, France. hal-03123315

**HAL Id: hal-03123315**

**<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03123315>**

Submitted on 27 Jan 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Ethique et économie

Jacques Fontanel

Colloque Ethique et Citoyens

« Les mystères du XXI<sup>e</sup> siècle » (du 9 au 11 décembre 2011)

Saint-Tropez

10 décembre 2011

Résumé : L'économie de marché a triomphé de l'économie planifiée. L'intérêt personnel prévaut, il constitue la base même du capitalisme. Dans cette conception, toute mesure qui tend à modifier le jeu implacable et juste du marché conduit à des effets pervers et à des solutions sous-optimales. La science économique n'est pourvue d'aucune compassion, d'aucune indignation, et son indifférence est fondée sur « le bien pour tous ». L'espoir matérialiste, porté par les démocraties, d'un développement continu favorable à la « masse » des vivants se conjugue aujourd'hui avec le principe de la cupidité nécessaire à la réalisation du profit, au prix parfois d'une pauvreté relative et d'une précarité pour les non possédants. Il en résulte aussi un rejet des valeurs démocratiques et un retour vers des formes d'intolérance et de refus de la liberté individuelle et collective de penser. C'est plutôt l'homme, dans toute son humanité imparfaite, qui devrait, plutôt que les valeurs marchandes, constituer la mesure de toute chose.

Summary : The market economy has triumphed over the planned economy. Self-interest prevails; it is the very basis of capitalism. In this conception, any measure that tends to modify the implacable and fair play of the market leads to perverse effects and sub-optimal solutions. Economic science has no compassion, no indignation, and its indifference is based on "the good for all". The materialist hope, carried by democracies, of a continuous development favourable to the "mass" of the living is today combined with the principle of greed necessary for the realisation of profit, sometimes at the price of relative poverty and precariousness for the employees. It also results in a rejection of democratic values and a return to forms of intolerance and denial of individual and collective freedom of thought. Rather, it is man, in all his imperfect humanity, who should, rather than market values, be the measure of all things.

Mots clés : éthique, profit, intérêt individuel, globalisation économique  
Ethics, profit, individual interest, economic globalization

L'éthique est une discipline morale empirique, applicable dans un contexte social déterminé dans le temps et dans l'espace. Si la morale définit des normes propres au fonctionnement des rapports entre les hommes à un moment précis de son histoire, l'éthique est plutôt adaptée à une situation particulière, à un rapport entre soi et la société et aux réflexions philosophiques concernant la vie sociale collective. Il ne s'agit plus de se référer à des valeurs religieuses ou métaphysiques, mais plutôt de définir un comportement « correct » des individus, au moins a minima, sur la base des traditions, des habitudes et des règles sociales définies par l'entité sociale considérée. Au fond, elle suppose l'apprentissage d'un savoir commun de la responsabilité sociale de chaque individu. Il existe des comités d'éthique, notamment dans le domaine scientifique, définissant des règles jugées « normales », parfois régulées par le droit ou simplement recommandées, à appliquer. L'éthique n'est donc pas immuable. Au niveau professionnel, elle suppose la définition d'une déontologie propre à chaque corps de métier ou de compétences.

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, du Pacte de Varsovie et la crise de la pensée socialo-marxiste, l'économie de marché est devenue la norme dans son acception mondialisée. Les notions éthiques de l'économie sont rarement mises en évidence. Pour Adam Smith, l'économiste et philosophe de la fameuse « main invisible », l'économie ne porte aucune valeur éthique particulière si ce n'est la réalisation d'un intérêt personnel qui, in fine, produit la meilleure situation économique et sociale pour toute la société. Bien sûr, il va introduire les effets pervers d'une économie de marché qui ne respecte pas les règles de base de la liberté individuelle, comme l'esclavage, le colonialisme ou les syndicats secrets des entrepreneurs pour modifier, à leur profit, les conditions d'une concurrence qu'il est alors impossible de définir comme pure et parfaite. Les Grands classiques du début du XIXe siècle, Ricardo, Malthus et Marx étaient pessimistes ; selon eux les salaires ne pouvaient pas s'élever durablement au-dessus du minimum vital, celui de la subsistance, avec une création d'une « armée de réserve » (chômeurs) L'économie politique était alors considérée comme une science lugubre. Cependant, définir l'intérêt général sur la seule dimension économique n'est pas neutre et témoigne d'une réduction des dimensions de l'homme et plus généralement de l'humanité

A l'économie politique s'est substituée le concept de science économique dont les principales fonctions résident dans l'usage des mathématiques et l'exclusion de fait de son caractère fondamentalement politique. Dans ce contexte, les individus font des choix économiques de court terme, étant entendu que dans le long terme, nous serons tous morts (Keynes). Dans ce contexte, les individus ne sont pas incités à prendre des décisions qui engagent dans le long terme. Les lois mystérieuses de la science économique ont globalement conduit à des améliorations progressives des conditions de vie globales des personnes, mais les inégalités croissantes constituent aussi des facteurs de contestation d'un système qui ne peut, dans le monde réel, s'équilibrer sans passer par des crises sociales aussi intenses qu'insupportables. Dans la conception rigoriste de la science économique dominante, toute mesure qui tend à modifier le jeu implacable et juste du marché conduit à des effets pervers et à des solutions sous-optimales. La question qui se pose est alors de savoir par qui cette sous-optimalité est payée. La science économique n'est pourvue d'aucune compassion, d'aucune indignation, et son indifférence est fondée sur « le bien pour tous ». Lorsqu'une crise économique arrive, l'économie de marché fait appel aux Etats pour l'aider à dépasser le moment d'un cycle économique défavorable.

Dans ce contexte, le développement économique dépend principalement de la capacité d'un pays à améliorer le système productif. La théorie des stades de développement de Rostow est encore d'actualité. Elle considère que chaque pays doit suivre des étapes de développement qui lui permettront progressivement d'atteindre le « take off » (décollage) nécessaire pour atteindre le niveau de vie des économies développées. Il n'y a pas de compétition entre les économies nationales, le développement économique est un chemin que chacun peut suivre et réussir. C'est oublier un peu vite que la richesse des pays européens a été favorisée par la mise en place de systèmes de prédation, de pillage, d'esclavage, et d'une administration publique « efficace » en faveur de la métropole. Le processus de décolonisation et les nouvelles technologies ont, certes, progressivement changé la donne, mais les rapports de force entre des Etats ne permettent guère aux économies désarticulées de rattraper, dans un monde globalisé concurrentiel, les niveaux de vie de leurs anciens colonisateurs. Il est certain que les pays en voie de développement dans leur ensemble n'atteindront pas le niveau de vie des citoyens américains, sauf exceptions liées à la découverte de nouveaux gisements, compte tenu de l'exploitation rapide des richesses du sous-sol et de leur épuisement progressif et

du réchauffement climatique. Il faut surtout ajouter qu'aujourd'hui de nouveaux problèmes doivent être réglés qui n'existaient pas alors, comme l'apparition de nouvelles raretés (matières premières et énergétiques, métaux) et l'essor des firmes multinationales qui réduisent, à la source, les possibilités d'expression de nouvelles entreprises concurrentes. Les conflits armés, les menaces d'actions militaires, les conflits internes violents n'inquiètent pas les économistes, malgré le poids historique des guerres dans le développement des économies les plus puissantes. Contrairement aux hypothèses héroïques des théories dominantes, la « marchandisation » du monde n'est pas un facteur fondamental de la paix universelle (Coulomb, Fontanel, 2003).

La gestion de l'économie est toujours fondée sur des principes simples, avec une observation constante de quelques indicateurs, principalement celui, contestable, du Produit Intérieur Brut, le fameux PIB, lequel comptabilise principalement la capacité de production d'un pays, sans se poser les questions qui fâchent comme l'obsolescence programmée, la pollution, l'exploitation définitive des ressources naturelles ou le réchauffement climatique, et sans référence aux coûts de l'homme (nourrir, soigner, libérer les hommes) ou à la répartition des revenus et des patrimoines. Les économistes discutent toujours sur le « fine tuning » de la politique économique, c'est-à-dire l'application des outils pour améliorer le fonctionnement du système économique. Dans ce contexte, l'Etat est d'abord considéré comme le gendarme d'un marché destiné à créer des profits et à soutenir la production nationale. Il est chargé de faire respecter les lois économiques du marché et son action est contrôlée, afin d'éviter les « effets d'éviction » de ses dépenses pour ceux qui bénéficient des profits (concept de l'Etat gendarme).

Le capitalisme a su survivre à toutes les crises, alors que le système d'économie planifié s'est effondré, du fait de dépenses militaires et bureaucratiques excessives pour libérer l'innovation scientifique et technologique. Après l'effondrement de l'Union soviétique, de Fukuyama (1991) à Mc Cormick (2000), les économistes ont soutenu la concentration des pouvoirs économiques du marché, mis en évidence l'intérêt pour la croissance économique mondiale des grandes entreprises multinationales (monopolistiques ou oligopolistiques), développé le lien entre globalisation et défense de l'emploi, justifié les salaires et des standards du droit du travail, et défendu l'essor des inégalités par la théorie des retombées positives des effets de la croissance et du développement économiques sur les plus pauvres. Pour Josef Stiglitz (2002), cette théorie du ruissellement, est erronée. La théorie n'a jamais été prouvée dans

les faits, il a même fallu aux pouvoirs publics intervenir pour réduire les inégalités excessives. En l'absence d'une action spécifique de l'Etat, les écarts des revenus et des patrimoines n'ont fait que croître, conduisant à une insatisfaction des citoyens susceptible de provoquer des mouvements sociaux capables de remettre en cause le fonctionnement du marché.

Les défenseurs de la « science économique » sont parfois devenus de simples avocats d'intérêts privés qui influencent et organisent les règles collectives. Ils forment un bataillon de consultants et d'experts auprès des médias et des organismes financiers, ils présentent des analyses convenues à partir d'hypothèses structurelles simplifiées et normalisées, elles-mêmes pourtant hautement discutables. Ils n'ont guère de solution devant l'émergence de risques endémiques et systémiques, car leurs modèles restent principalement fondés sur la croissance du produit intérieur brut (PIB).

A ce titre, les écoles de Chicago et de Boston (MIT et Harvard), raisonnent sur des bases statistiques et des hypothèses analogues. Leurs analyses se veulent rigoureuses, elles ne s'engagent pas dans un travail pédagogique favorable à l'information du citoyen, elles concernent les professionnels et les initiés en économie. La virtuosité mathématique est une preuve évidente de la qualité d'une analyse, même si les solutions n'apportent rien de concret au règlement des affaires du monde. Elles impressionnent plus qu'elles ne sont utiles. Il s'agit alors de retirer le maximum d'avantages financiers ou politiques du système économique existant sans en supporter, in fine, la responsabilité en cas de crise économique grave. Cette perception de la responsabilité collective des « possédants » et de leurs thuriféraires dans la croissance économique, pourtant bien partagée et diffusée par les médias, est pour le moins contestable. Si tel était le cas, elle devrait entraîner aussi leur responsabilité collective lorsque la crise apparaît. C'est pourquoi les théories des crises justifient, de fait, tous les comportements des financiers et industriels, dans un système qui est sujet à des évolutions sinusoïdales. Dans ce contexte, la responsabilité est partagée par tous les acteurs économiques, dans un système de prévarication collective organisée qui touche tout autant les décideurs que les salariés. Or, l'action de l'Etat est souvent nécessaire pour maintenir à flots les activités économiques du système de marché lui-même et pour procurer les biens collectifs souhaités par les citoyens.

Dans un contexte dominé par le libéralisme, l'intervention de l'Etat est d'autant moins souhaitée que sa politique économique est

souvent paradoxalement jugée responsable de la crise. Pourtant, les économies nationales ne peuvent pas fonctionner sans un Etat capable de faire respecter les lois. Quatre arguments concrets viennent étayer cette proposition :

- D'abord, le marché ne peut pas fonctionner sans des lois et des règles, sans sécurité nationale et internationale. La dépendance de chaque pays à la fourniture de biens et services produits par l'importation suppose des contrôles, des projets collectifs et des négociations internationales que le marché n'est pas à même d'assumer. Les conflits de toute nature opposant deux pays peuvent conduire à une guerre économique qui affaiblit les belligérants et les entreprises concernées.

- Les forces du marché souhaitent le respect du droit de propriété définis par le droit romain, concernant « l'usus, le fructus et l'abusus ». Or, l'abus de la propriété individuelle pose des problèmes spécifiques à la collectivité que celle-ci ne peut accepter (pollution, changement de climat, situation de monopole, droit du travail, etc.). Dans ce contexte l'Etat protège les citoyens. En outre, il propose des biens publics comme la justice, la police, l'armée ou l'éducation, ces biens régaliens qui ont toujours été reconnus comme fondamentaux pour la vie collective.

- Ensuite, le marché n'est jamais parfait et les quasi-monopoles s'installent clairement ou selon des procédures financières occultes sur des marchés privés pour réduire les effets de la véritable concurrence.

- Enfin, l'Etat favorise les transferts de la valeur ajoutée pour le financement des biens publics, mais aussi pour mettre en place, dans l'ordre politique, stratégique ou social, les décisions démocratiques (Fontanel, 2001). Dans ce contexte, une croissance nationale forte peut être à la fois inéquitable et inégalitaire. L'intérêt du profit des entreprises est survalorisé, au regard de l'importance de la santé, de l'éducation, de la sécurité et des conditions de vie des salariés. L'Etat ne peut laisser les intérêts privés empêcher le financement des biens publics.

Aujourd'hui, dans un monde tourné vers le marché et l'intérêt individuel, une société « consumériste » se développe, avec un essor des frustrations matérialistes provoquées par l'importance des choix offerts par les marchés et les moyens réduits disponibles au regard de salaires relatifs déclinants. Il en résulte une production croissante « d'oubliés du système », dont une part non négligeable d'entre eux s'inscrivent dans un combat idéologique ou religieux. La croissance du PIB non maîtrisée est une course en avant sans fin avec son faible lot de gagnants et l'importance de ses laissés pour compte.

Les économistes regrettent que le monde économique ne se conforme pas aux règles qu'ils ont eux-mêmes établies dans leurs modèles. Selon eux, ce n'est pas la modélisation qu'il faut contester, c'est l'incapacité du monde réel à se conformer aux hypothèses du système formalisé ainsi construit. La concurrence règle les principales questions économiques par son jeu naturel. Dans ces conditions, les transferts sociaux sont un poids pour l'économie nationale, contrairement aux dépenses militaires qui participent au produit économique final en apportant la sécurité face aux tentations prédatrices des voisins et ennemis. Dans ce contexte, la réduction des impôts, celle des dépenses publiques et la baisse de l'endettement public sont les trois conditions essentielles au retour à la croissance.

Or, ces modèles sont lacunaires, ils n'intègrent que rarement les variables géopolitiques, géophysiques et comportementales, notamment dans le domaine des finances. Ils omettent le jeu des paradis fiscaux, de l'exercice de l'évasion fiscale, des rapports de force entre les Etats, des conflits politiques ou armés, du jeu silencieux et obscur des firmes multinationales dans la gestion et la redistribution de leurs profits, de l'émergence de nouvelles règles communautaires ou internationales qui modifient pourtant la « donne » concernant l'évolution du système mondial globalisé, mais aussi les questions relatives au réchauffement climatique, à la pollution, aux nouvelles raretés des ressources énergétiques ou des métaux, aux conditions de travail et plus généralement à l'épanouissement des hommes. Ces analyses ne tiennent pas compte du bien-être de la population, de la répartition des richesses ou des services rendus par les biens publics.

Pourtant, les Etats doivent être en mesure de financer les services publics collectifs et les programmes de protection sociale. Si les dépenses publiques augmentent, c'est parce que le secteur privé n'est pas capable de satisfaire les besoins de tous les citoyens et que les processus démocratiques incitent les Etats à en assumer la réalisation. C'est sur cette base que le rôle de l'Etat est contesté, alors même qu'il produit des effets intéressants à long terme sur le bien-être de l'ensemble de la population. Ces analyses supposées « scientifiques » manquent pour le moins de rigueur.

Ces trois dernières décennies, de grandes mutations du système économique sont apparues comme la libéralisation des échanges, la dérégulation des cadres marchands, le dérèglement des règlements bancaires, la désintermédiation des marchés financiers et le décloisonnement des marchés nationaux, l'émergence d'une économie de l'information, l'essor de nouvelles capacités

stratégiques militaires et la contestation terroriste. Pour Edward Luttwak (1999), le nouvel ordre international suppose que l'arme économique remplace l'arme militaire comme instrument au service des États dans leur volonté de puissance et d'affirmation sur la scène internationale. Les menaces militaires et les alliances ont perdu leur importance avec la pacification relative et sans doute conjoncturelle des échanges internationaux. Cependant, la croissance des endettements ouvre la voie à de nouvelles crises économiques.

Dans l'ordre monétaire, le dollar reste dominant, malgré la politique égoïste et autocentrée des États-Unis avec l'application systématique du principe du « *benign neglect* » (le dollar est notre monnaie, mais c'est votre problème). Il permet à Washington de conduire sa politique monétaire sans un regard pour les pays qui, à l'issue des Accords de Bretton Woods (Fontanel, 1995), l'utilisent comme monnaie internationale. Dans ce cadre précis, les considérations et hypothèses économiques fondant le système capitaliste ne sont pas respectées, alors même que le concept de globalisation met en évidence l'idée d'un libre-échange international qui représente à la fois son apothéose et sa finitude. Les États agissent sur les marchés, l'OPEP peut demander à ses membres de limiter leurs exportations, les organisations économiques internationales peuvent laisser, sans réagir, une génération épuiser les ressources nécessaires aux générations futures. Tous les systèmes de production à coûts fixes élevés sont vulnérables à la concurrence de nouvelles technologies innovatrices, aux coûts des matières naturelles, aux conflits mondiaux, aux anticipations complexes et croisées ou au terrorisme. En fait, les coûts des matières premières naturelles sont au cœur de la crise financière, même si la science économique dominante n'aborde que trop rarement cette question.

L'instabilité économique est devenue une constante. Par exemple, l'énergie nucléaire présente des avantages à court terme, mais c'est un investissement à long terme dont l'usage militaire est susceptible de constituer un danger pour l'ensemble de l'humanité. Le changement climatique lui-même n'a pas d'impact réel sur les décisions des entreprises. Ses effets sont supposés à long terme, et donc négligeables aujourd'hui dans un système capitaliste dominé par la cupidité du profit de court terme que les actionnaires nomades et infidèles (notamment des fonds de pension) imposent aux entreprises. De même, la question du travail salarié va se poser dans les années à venir, face à la cupidité des « possédants ». Avec l'essor du numérique et de la robotique, le travail humain sera de moins en moins « physique », « répétitif », « bureaucratique » et la

quantité d'emplois disponibles sera réduite, Les tensions sociales risquent de déboucher sur des contestations violentes de guerres civiles ou interétatiques.

Les rapports de force des Etats modifient singulièrement les tenants et aboutissants d'une économie de marché concurrentielle. La mondialisation de l'économie ne signifie pas l'émergence de la paix, tant les intérêts particuliers des hommes et des Etats restent valorisés par le système capitaliste (Bensahel, Fontanel, 1992 ; Coulomb, Fontanel, 2006). Nombre de pays n'hésitent pas à appliquer la politique dite de « beggar thy neighbour » permettant à un pays de se développer sur le dos de ses alliés, comme en témoignent l'évasion fiscale et l'existence de paradis fiscaux.

Ainsi, la mondialisation libérale est toujours considérée comme la plus efficace des modes de production et d'échange, mais cette conviction porte aussi sur des hypothèses que l'observation des faits ne permet pas toujours de confirmer. « Sur la base de pressions financières et des modes du moment, la théorie et les systèmes économiques et politiques en général cultivent leur propre version de la vérité. Une version qui n'entretient aucune relation nécessaire avec le réel » (Galbraith, 2004). Plusieurs exemples peuvent en être à nouveau fournis, sur les dangers d'un système favorable à un libéralisme de façade.

- L'application de la concurrence et de la compétitivité des marchés est toujours considérée comme le mode de régulation le plus efficace et le plus juste. Il s'agit alors de valoriser financièrement la performance individuelle de chacun dans le cadre d'un système régulé par les Etats (et leurs lois) et développé par les firmes. Cette analyse anémie les dimensions de l'homme à un simple producteur et consommateur. La solidarité dans le temps et dans l'espace ou l'expression d'autres valeurs humaines apparaissent comme étant secondaires, voire contreproductives. Face aux crises économiques, monétaires et financières, les économistes ne remettent jamais vraiment en cause les procédures spéculatives des intérêts personnels des financiers et des actionnaires « nomades », mais les banques centrales qui n'ont pas su réguler un système qu'eux-mêmes ont empêché de contrôler.

- Tout progrès technique est favorable à la vie sociale, même dans les cas gravissimes où certaines innovations peuvent remettre en cause les libertés individuelles et collectives des personnes et des citoyens.

- La pauvreté, la faiblesse des revenus et les inégalités sanctionnent la faible productivité de ceux qui les subissent. Dans ce contexte, les inégalités de revenus et de patrimoines apparaissent nécessaires au

fonctionnement du système. Les coûts de l'homme ne sont pas vraiment pris en compte (Perroux, 1952).

En acceptant le principe du fonctionnement d'une économie de marché, avec des lois et règlements moins favorables au « capital », plusieurs réflexions peuvent être faites sur l'utilité de la globalisation économique.

- Dans l'économie de marché, le profit devient la norme principale de l'action productrice des hommes.

- Le laissez-faire et le libre-échange sont toujours défendus par la puissance dominante.

- Les Etats sont souverains et déterminent les règles des échanges commerciaux et financiers, notamment en supprimant les barrières douanières et les restrictions à la circulation du capital. Ils restent souverains et peuvent modifier les règles des marchés, dans le cadre des accords internationaux, ou des contraintes environnementales, par exemple.

- La globalisation favorise l'activité des firmes multinationales (FMN), mais elle fragilise les emplois et elle tend à limiter les salaires par la concurrence, au profit surtout des possédants.

- Les FMN peuvent contrôler la recherche-développement mondiale, racheter les PME innovatrices, engager des accords secrets de partage des marchés et modifier les conditions de la concurrence par la mise en œuvre de réseaux opaques.

- Les FMN exercent aussi un rôle dominant sur les organisations internationales et le gouvernement des Etats, par un lobbying puissant.

- Le lobbying des FMN pour la liberté d'action heurte souvent les intérêts de la nature ou la protection de la santé humaine. La globalisation conduit à l'homogénéisation des produits et à l'essor des OGM et des pesticides. Les espèces animales et végétales sont directement menacées, de manière parfois irréversible. Selon les ONG, leur non-respect des écosystèmes est constant,

- La globalisation développe la culture du profit et de la cupidité (Stiglitz, 2002) et donc l'existence des paradis fiscaux et de la corruption, lesquels fragilisent les ressources publiques de Etats et transforment les conditions d'une concurrence loyale. Les firmes multinationales bénéficient des salaires et avantages sociaux réduits des pays en développement, sans pour autant participer financièrement aux choix majeurs nationaux concernant la santé, les transports ou la distribution de l'eau.

- La globalisation de l'information est dangereuse. Elle peut être monopolisée, normée et adaptée aux stratégies du profit et au

contrôle politique. Elle concerne directement le mode de vie des personnes.

- Les Etats-Unis exercent un pouvoir hégémonique, via les firmes multinationales. Le droit international est souvent calqué sur le droit américain. La puissance stratégique et militaire de Washington renforce sa domination économique, concernant notamment les flux énergétiques et communicationnels.

- La Chine devient un concurrent certain, avec une économie de marché « à la chinoise » qui donne priorité au rattrapage économique et se donne pour objectif de devenir la plus grande puissance économique mondiale dans les trois décennies à venir. Dans ce cas, il s'agit encore de rapports de force et non pas d'une économie productrice de bien-être pour toute la population.

Les mouvements altermondialistes rappellent que l'économie ne peut pas être fondée sur les simples exigences du capital. Si la « mondialisation n'est ni bonne, ni mauvaise » en soi, (Stiglitz, 2002), lorsqu'elle est fondée uniquement sur le profit, elle conduit à des inégalités économiques et sociales croissantes, à des effets de domination des Etats (Smith, Fontanel, 2008), au refus des solidarités communes concernant les hommes, la nature et le climat. Aujourd'hui, la contestation écologique, environnementale, sociale et la question de la croissance zéro n'a pas encore influencé de manière efficace les comportements économiques égoïstes, principalement parce que le monde politique est influencé par les financiers et les grands groupes économiques. La démocratie se dévoie progressivement en ploutocratie, car les hommes politiques sont souvent influencés par les lobbys qui ont parfois participé à leur élection.

Les acteurs économiques dominants en concurrence ne cherchent pas, à court terme, à respecter la planète Terre, alors même que les scientifiques s'inquiètent des bouleversements et des tragédies à venir. Les financiers n'ont aucun autre objectif que celui de leurs fortunes, de leurs patrimoines et de leurs dividendes. Si une action anti-pollution est actée dans un secteur de l'économie, ils l'abandonnent immédiatement, malgré son intérêt à long terme pour l'écosystème. Ils attendront que le niveau de profit de la branche revienne au niveau souhaité, à savoir sa correspondance avec les actions les plus rentables, pour réinvestir dans les entreprises du secteur. Dans ce cas, n'ayant aucun attachement à la production elle-même, mais seulement à son intérêt financier, ils n'ont aucun regard sur les effets industriels néfastes sur l'ensemble des populations.

Pour sortir de la pauvreté, il faut croître et la croissance du PIB, religion du monde moderne, en est l'indicateur phare. Keynes annonçait qu'en 2030, les hommes pourraient travailler trois heures par jour et se consacrer à d'autres activités plus exaltantes. Or, les désirs matériels se sont accrus. « Une fois que les besoins primordiaux sont satisfaits, et parfois même avant, l'homme désire intensément, mais il ne sait pas quoi. Car c'est l'être qu'il désire, un être dont il se sent privé et dont quelqu'un d'autre lui paraît pourvu... Deux désirs qui convergent sur le même objet se font mutuellement obstacle. Toute *mimesis* portant sur le désir débouche automatiquement sur le conflit » (Girard, 1961). La plupart des économistes utilisent ces arguments favorables à une économie de marché qu'ils n'osent plus appeler capitalisme. Ils améliorent les contenus à la marge, car maintenir le concept de concurrence pure et parfaite reste un acte de foi qui éloigne du réel (Galbraith, J.K. (2004). La question qui se pose est celle de l'homme et de son progrès, situé seulement dans un monde marchand qui crée autant de nouveautés à la vie que de frustrations collectives. Derrière le libéralisme de façade, l'action politique des Etats est toujours disponible. Il est d'ailleurs toujours possible que, dans les faits, le libéralisme cède le pas au mercantilisme lorsque les pays les plus puissants le souhaitent.

L'optimum économique est supposé être obtenu par l'action égoïste de chacun. L'économie de marché ne peut fonctionner que dans un cadre institutionnel qui permet la régulation dans la stabilité (Allais, 1999). La globalisation ne fait pas référence à une éthique à laquelle devrait se conformer les acteurs économiques, le seul objectif reste l'intérêt individuel et le profit, même si pour satisfaire ces deux objectifs des accords et coalition sont les bienvenus.

La cupidité extrême comme forme sociale de la performance ne peut constituer le but ultime des êtres humains. L'espoir matérialiste, porté par les démocraties, d'un développement continu favorable à la « masse » des vivants se conjugue aujourd'hui avec l'essor d'une pauvreté relative et de la précarité. La politique dite « Après moi, le déluge » est inscrite dans le comportement de ceux qui polluent et ceux qui les laissent faire, de ceux qui exploitent et de ceux qui, névrosés face à une précarité croissante, en oublient leurs qualités de citoyens. Il en résulte aussi un rejet des valeurs démocratiques et un retour vers des formes d'intolérance et de refus de la liberté individuelle et collective de penser. C'est plutôt l'homme, dans toute son humanité imparfaite, qui devrait, plutôt que les valeurs marchandes, constituer la mesure de toute chose.

## Bibliographie

Allais, M. (1999), *La mondialisation, le chômage et les impératifs de l'humanisme*, UNESCO, Science et Humanisme, 9-10 Avril.

Barre, R., Fontanel, J. (1991) *Principes de politique économique*, Coll. Eco+, PUG, Grenoble.

Cars, H. C., & Fontanel, J. (1987). Military expenditure comparisons. In *Peace, defence and economic analysis* (pp. 250-265). Palgrave Macmillan UK.

Club de Rome (1972), *Halte à la croissance ?* Fayard, Paris.

Coulomb, F. Fontanel. "J. (2000)." *Puissance des Etats et globalisation, Ares, Défense et sécurité*.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2003), Disarmament : a century of economic thought, *Defence and Peace Economics*, Taylor & Francis (Routledge), 2003, 14 (3), pp.193-208, hal-02140172.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006). Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale, in *La question politique en économie*, La Découverte, Paris.

Coulomb, F., Bensahel, L. and Fontanel, J.,(2007), The concepts of economic war and economic conflicts in a global market economy, in «*Arms, War, and Terrorism in the global economy today*, Ed. Wolfram Elsner, Ed.

Fontanel, J., 1979. *Ecologie, économie et plurigestion*. Éditions Entente.

Fontanel, J., Bensahel, L. (1992), *La guerre économique*, ARES, Grenoble.

Fontanel, J. (1995), *Organisations économiques internationales*, Masson, Paris.

Fontanel, J. (2001), *L'action économique de l'Etat*, Editions L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L. and Sen, A., 2003. *Civilisations, globalisation et guerre*. PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J. and Antipas Touatam (2004). La cassure de Cancun. *Géopolitique Africaine/African Geopolitics*, (13).

Fontanel, J., 2004. *Evaluation des politiques publiques*. Université Pierre Mendès France, Grenoble 2.

Fontanel, J. (2005), *La globalisation en analyse. Gééconomie et stratégie des acteurs*, l'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2007), *Questions d'éthique*, L'Harmattan, Paris.

- Fukuyama, F. (1991), *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion, Paris.
- Galbraith, J.K. (2004), *Les mensonges de l'économie*, « Essai », Grasset, Paris.
- Girard, R. (1961) *Désir mimétique et rivalité, La violence et le sacré*, Ed. Grasset, Paris.
- Keynes (1932), *Essays in persuasion*, Cambridge University Press, 1972.
- Luttwak, E. (1995). *Le rêve américain en danger*. Odile Jacob. Paris
- Luttwark, E.N. (1999), *Le turbo-capitalisme*, Odile Jacob, Paris.
- McCormick, R.D. (2000) *10 Myths about globalization*, Vital Speech of the Day, Nov, 15.
- Meadows, De., Meadows, Do., Ronders, J. (2002), *Les limites de la croissance*, L'Ecopoche, Paris.
- Passet, R. (2000), *L'illusion néo-libérale*, Fayard, Paris.
- Perroux, F. (1952), Les coûts de l'homme, *Economie Appliquée*, janvier-mars.
- Smith, R. and Fontanel, J., 2008. International security, defence economics and the powers of nations. In *War, peace and security*. Emerald Group Publishing Limited.
- Stiglitz, J.E. (2002), *La grande désillusion*, Fayard, Paris.